

Comité consultatif sur le secteur de la bienfaisance

Nous faisons progresser les enjeux émergents liés aux organismes de bienfaisance et fournissons des recommandations à la ministre du Revenu national et au Commissaire de l'Agence.

Groupe de travail sur la définition d'organisme et de fin de bienfaisance

Ce que nous avons entendu	Ce que nous recommandons
<ul style="list-style-type: none"> » Préoccupations concernant l'approche du Canada pour définir les organismes et les fins de bienfaisance, étant donné le recours à la common law » Nécessité de procéder à l'examen et à des consultations sur les politiques axés sur la réconciliation » Réflexion sur la création d'un régulateur indépendant 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Modifier la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> pour inclure certains objets comme fins de bienfaisance (par exemple, la prévention de la pauvreté et la promotion du sport amateur et des loisirs) 2. Examiner les politiques qui ont une incidence sur la réconciliation (par exemple, <i>CPS-012</i>) liées aux peuples autochtones 3. Développer la sensibilisation et le soutien auprès des collectivités autochtones pour instaurer un climat de confiance et aborder les questions fiscales liées à la réconciliation 4. Consulter le secteur de la bienfaisance pour explorer les avantages de la création d'un organisme indépendant de réglementation des organismes de bienfaisance pour moderniser les lois et la réglementation des organismes de bienfaisance

Groupe de travail sur l'Évaluation nationale des risques inhérents

Ce que nous avons entendu	Ce que nous recommandons
<ul style="list-style-type: none"> » Les organismes de bienfaisance qui soutiennent l'aide humanitaire et le développement dans les régions présentant un risque plus élevé de financement du terrorisme ont exprimé leurs 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Adopter une approche d'évaluation des risques plus exhaustive pour représenter plus précisément les vulnérabilités du secteur de la bienfaisance 2. Demander instamment l'élaboration et la diffusion des lignes directrices sur le respect de <i>La Charte</i> à l'intention des organismes de réglementation de la LBA/FAT

Ce que nous avons entendu	Ce que nous recommandons
<p>inquiétudes quant à l'équité et à l'objectivité des mesures réglementaires liées au régime de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBA/FAT)</p>	<ol style="list-style-type: none"> 3. Intégrer l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) dans les prochaines versions de l'ENRI 4. Demander au ministère de la Sécurité publique du Canada des éclaircissements et des directives claires sur les implications des récentes modifications du Code criminel liées au secteur de la bienfaisance 5. Créer un groupe consultatif composé de ministères clés et d'organismes humanitaires pour examiner et donner des conseils sur les politiques liées au régime législatif du <i>projet de loi C-41</i>

Groupe de travail sur la transparence et les données relatives aux autres donataires

Ce que nous avons entendu	Ce que nous recommandons
<ul style="list-style-type: none"> » Nécessité d'améliorer la qualité et la transparence des données pour prendre des décisions politiques en matière de programmes et de politiques fondées sur les données » Plus de données en temps réel » Réduction du fardeau administratif pour les organismes de bienfaisance dans leur déclaration de renseignements 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Améliorer la déclaration et la transparence du contingent des versements <ol style="list-style-type: none"> a. Créer un outil de suivi accessible au public en utilisant les données du formulaire <i>T3010</i> pour améliorer la transparence en matière d'observation b. Améliorer les fonctions d'établissement de rapports publics relatives au contingent des versements dans la section « Points saillants » du site Web des organismes de bienfaisance et dons 2. Déclarer les données sur les subventions à des donataires non reconnus <ol style="list-style-type: none"> a. Élaborer un outil accessible au public pour les subventions aux donataires non reconnus. b. Utilisez l'intelligence artificielle (IA) pour analyser les données du formulaire <i>T1441</i> 3. Stimulez la production électronique auprès de l'Agence <ol style="list-style-type: none"> d. Améliorer la qualité des données en formant le secteur sur la façon de remplir le formulaire <i>T3010</i> e. Encourager la transmission électronique des déclarations pour réduire les erreurs et améliorer l'efficacité des données

Groupe de travail sur la relation entre l'ARC et le secteur de la bienfaisance

Ce que nous avons entendu	Ce que nous recommandons
<ul style="list-style-type: none">» Les organismes de bienfaisance trouvent complexes les processus d'enregistrement et d'établissement de rapports, y compris la navigation dans les systèmes de demande électronique et de production en ligne de l'Agence» Nécessité d'améliorer la sensibilisation et la communication entre les organismes de bienfaisance et l'Agence, y compris un environnement plus engageant et plus favorable pour les organismes de bienfaisance	<ol style="list-style-type: none">1. Simplifier les processus en ligne pour faciliter la saisie et la récupération des données, améliorer la fonctionnalité du processus de remplissage du formulaire T3010 et résoudre les défis liés à la fonctionnalité de Mon dossier d'entreprise2. Simplifier le processus et les procédures d'enregistrement pour réduire le besoin de représentation juridique3. Améliorer le soutien éducatif, offrir des conseils et des formations pour soutenir l'observation en matière de déclaration et de rapports de gestion4. Améliorer la mobilisation et le soutien des organismes de bienfaisance en utilisant des innovations numériques, des sites Web interactifs, des campagnes de visibilité et des programmes de mentorat5. Faciliter l'accès et la communication en élargissant les voies de communication6. Créer des partenariats pour mieux comprendre et soutenir les besoins et les défis spécifiques au secteur

Pour plus d'informations, visitez <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/programmes/a-propos-agence-revenu-canada-arc/rapports-information-entreprise/comite-consultatif-secteur-bienfaisance.html>